

DE METZ AU 31 OCTOBRE 1870 ⁽¹⁾ ...

27 octobre 1870.

Félix Pyat, dans *le Combat* d'aujourd'hui, annonce une terrible nouvelle qu'il assure tenir de source certaine, mais sans pouvoir nommer personne.

Metz, l'imprenable Metz, s'est rendue ou plutôt a été livrée par celui qu'hier encore la *Défense* traitait de «*glorieux Bazaine*» dans ses proclamations. Metz a été livrée sans condition, avec armes et bagages, alors qu'elle renfermait 270.000 hommes armés, y compris sa garde nationale.

C'est à n'y pas croire. Mais pourquoi ne pas donner le nom de celui qui fournit cette nouvelle? Sommes-nous donc en un temps où l'on puisse se permettre de telles réticences?

28 octobre 1870.

L'Hôtel-de-Ville dément la reddition de Metz. C'est tout simple et il fallait bien s'y attendre. Mais la défense va plus loin encore, elle dénonce l'auteur de ce mensonge à l'indignation publique «*dédaignant de le déférer à la cour martiale*». Ce qui est une invite formelle à l'assassinat de Pyat.

Une foule d'idiots - ou peut-être d'agents - se sont rués ce matin rue Tiquetonne pour faire «*justice*» du «*traître*». Heureusement Pyat avait pressenti l'affaire.

On ne l'a pas trouvé. Mais ses employés ont passé un assez vilain quart d'heure et la caisse a été pillée.

29 octobre 1870.

Grand émoi aujourd'hui, - La nouvelle vraie ou fausse de la reddition de Metz est momentanément oubliée. On est tout à la joie: Le Bourget est repris aux Prussiens.

Pourquoi cette nouvelle me laisse-t-elle froid? Serais-je donc devenu mauvais patriote? Non. Mais je connais bien cette localité assise sur un léger renflement de la route de Soissons, et je ne comprends guère l'importance qu'on y ajoute stratégiquement. Après tout, comme je ne sais rien de l'art militaire, je me trompe sans doute. Espérons-le.

30 octobre 1870.

Voici que le bras droit de Trochu, le général Schmidt, lui aussi, est d'avis que le Bourget n'a point d'importance stratégique, et il engage les Parisiens à se consoler de ce que nous l'ayons perdu de nouveau, les Prussiens s'en étant emparés après une lutte acharnée, dans laquelle plus de deux cents des nôtres viennent de succomber inutilement.

Comment donc, ce qui était si important hier est-il devenu sans valeur aujourd'hui pour nos savants militaires?

(1) Titre de l'extrait choisit par *Anti.mythes*.

Et alors, pourquoi cet inutile sacrifice d'hommes? Ces gens se moquent de nous, évidemment.

Quand donc Paris se décidera-t-il à faire justice de ces misérables?

1er novembre 1870.

Hélas! les Parisiens l'ont voulu; l'infâme *Défense nationale* est demeurée maîtresse du terrain. Tout au plus la journée d'hier reculera-t-elle la catastrophe, mais Paris n'en sera pas moins livré à Bismarck.

Périssent la France, périssent la République! mais que la propriété soit sauvée. Vive Trochu! Vive Jules Favre! Vive toute la bande de l'Hôtel-de-ville: le sac et la caisse demeurent saufs.

Mais aussi que de fautes commises par les révolutionnaires dans cette fatale journée du 31 octobre, glorieusement commencée et si misérablement terminée.

Dès le matin, la Défense avouait dans une proclamation qu'elle avait menti en niant la reddition de Metz.

Froidement on avait poussé à l'assassinat de Félix Pyat, ayant en poche la nouvelle qu'il avait publié dans *le Combat* et qu'on déclarait mensongère!

Oui, Metz a été vendue par Bazaine, avec son armée considérable et ses approvisionnements. Oui, le «*glorieux*» maréchal a préféré, lui aussi, livrer son pays plutôt que de défendre la République.

Mais en même temps que ce désastre épouvantable, la Défense apprenait hier aux Parisiens qu'à leur tour elle allait, marchant sur les traces du traître, les livrer à l'ennemi et qu'un armistice allait se conclure dans ce but. Thiers était l'entremetteur de cet ignoble marché.

A cette condition on offrait du pain aux Parisiens près d'en manquer, disaient effrontément les bandits de l'Hôtel-de-ville, sachant bien qu'ils mentaient à ce propos, comme ils avaient menti le 29 à propos de Metz.

En apprenant toutes ces monstrueuses machinations contre son honneur et sa liberté, Paris eut un éclair sublime d'indignation. Partout retentit ce cri: *Jetons par les fenêtres l'ignoble Défense nationale.*

Dès huit heures du matin, le citoyen Vaillant et moi nous nous rendons à la Corderie où nous invitons la permanence à convoquer d'urgence pour une heure au plus tard les membres du comité central. En route, nous rencontrons Avrial qui nous annonce que son bataillon est prêt à marcher sur l'Hôtel-de-Ville.

Nous allons ensuite au *Combat* pour y faire composer au nom du Comité un appel aux Parisiens.

Le citoyen Pyat n'est point à la rédaction, mais nous savons où le trouver. Nous le rencontrons en effet chez deux de ses amis de la rue Saint-Honoré. Il s'y est réfugié depuis le 28 octobre. Lui aussi veut aller à l'Hôtel-de-Ville à la tête du peuple... mais pour sommer la Défense de lui rendre son honneur!

C'est de Flourens, à qui Rochefort l'avait confiée, qu'il tenait la nouvelle de la reddition de Metz et il avait juré de ne nommer personne.

Qu'importe tout cela maintenant. Il ne s'agit pas de réhabiliter l'honneur de Pyat, qui n'a pu être atteint par les gens du 4 septembre... Il s'agit d'autre chose.

Il faut qu'à une heure au plus tard tout Paris s'ébranle pour marcher sur les traîtres. Rendez-vous est pris à la Corderie. Félix Pyat promet de s'y trouver. De là, nous courons rue du Temple, chez le citoyen Cléray, qui loge Blanqui.

Blanqui aussi reconnaît qu'il faut empêcher l'Hôtel-de-ville de donner suite à ses projets. Mais il n'est

pas partisan de renverser le gouvernement. Il faut seulement le contraindre à s'adjoindre un conseil communal. Il nous promet d'être à la Corderie, mais il doit d'abord aller retrouver son bataillon et se concerter avec ses collègues.

L'émotion est immense partout. Les municipalités imposées par la Défense sentent elles-mêmes qu'elles ne peuvent rester inertes. Elles se rendent à l'Hôtel-de-Ville pour demander des explications. Des délégations arrivent de toutes parts. La place en est couverte.

A l'intérieur, Etienne Arago gémit comme une vieille femme, se réclame de son vieux républicanisme et se tape sur la poitrine pour assurer de son patriotisme.

De son côté, Jules Simon fait le pitre devant l'une des portes de l'Hôtel-de-Ville. Monté sur une chaise, il harangue les délégations qui arrivent. Il a l'audace de jurer que ni lui ni ses collègues n'ont jamais songé à livrer Paris, que l'armistice a été proposé, mais non demandée et que jamais les membres du gouvernement ne l'accepteront!

Parmi ceux qui vocifèrent le plus contre l'armistice se distingue tout particulièrement le citoyen Langlois, qui commande le 116ème bataillon. Il paraît qu'enfin ses sentiments révolutionnaires reprennent le dessus.

A une heure et demie, le comité central de la Corderie est au grand complet. Millière explique le but de la convocation. Il ne peut y avoir de discussion, il faut marcher sur l'Hôtel-de-Ville. Oudet, le fusil en bandoulière, donne le signal du départ et nous nous mettons en route aux cris de «*Vive la Commune! A bas la Défense nationale!*».

Le hasard me place au premier rang, à côté des citoyens Beslay et Vaillant. En route, nous rencontrons, près de la rue de Rivoli, des gardes nationaux qui remontent aux cris de *Vive la République!*

- *Où allez vous? Pourquoi remontez-vous?*

- *Tout est fini, la Défense d'accord avec les maires, va faire procéder aux élections. Le décret paraîtra ce soir.*

Ce doit être un piège. Nous continuons notre marche, en criant: «*A bas la Défense!*».

On nous accueille chaleureusement sur la place.

Les rangs s'ouvrent pour nous laisser passer. De toutes parts s'élève le même cri: *Pas d'armistice! pas d'armistice!*

Devant le portail de gauche, un petit homme se présente devant nous pour nous en interdire l'entrée. C'est le proviseur du petit lycée Louis-le-Grand, un sieur Chevriot, réactionnaire de la plus belle eau et qui, sous le titre pompeux de colonel-gouverneur de l'Hôtel-de-Ville, n'est en réalité que le concierge de la Défense.

La grille cède sous nos efforts et nous parvenons dans l'escalier, garni de mobiles d'Ille-et-Vilaine, dont le chef ne sait que faire - pris au dépourvu.

Brandissant mon parapluie, qu'ils prennent probablement pour un fusil, et poussé par un vigoureux gaillard, le citoyen Bras, je pénètre aisément et j'arrive le premier dans la grande salle des fêtes.

Un groupe assez nombreux est formé entre deux fenêtres. Ce sont les maires et les adjoints qui écoutent complaisamment les explications que leur donne Trochu sur l'insignifiance du Bourget, comme point stratégique.

Piquant droit sur eux, je les interpelle, leur demandant comment ils peuvent avoir la patience d'écouter les sornettes que Trochu leur débite.

Ignorant encore l'invasion et me croyant seul, ces gens me regardent ébahis. Trochu s'avance vers moi: «*Qui êtes-vous pour oser parler ainsi?*».

- *Je suis le «Peuple» qui vient vous jeter par les fenêtres.*

Et, sans m'arrêter, j'ouvre toutes grandes les fenêtres, agitant ma cravate que j'ai ôtée, pour faire signe que nous sommes maîtres de la place.

Jules Ferry se précipite sur moi, accompagné de Cernuschi, l'ex-triumvir romain de 1849, qui s'est fait le valet de la Défense, sans doute en vue de tripotages financiers.

- *Vous, je vous connais*, me dit Ferry.

- *Parbleu! c'est moi qui, il y a déjà longtemps, au journal le Temps vous ai, devant Legault, pris pour un domestique.* Et je m'apprête à le souffleter. Le vieux Massol arrête mon bras.

Mais la foule envahit la salle. Trochu, Ferry et Cernuschi disparaissent rapidement. Messieurs les maires et adjoints en font autant de leur côté.

Rochefort est accouru au bruit. Il monte sur une table et engage la foule à la modération.

- *Pourquoi n'avez-vous pas laissé Pyat vous nommer à propos de l'affaire de Metz?*

Rochefort tente de donner des explications que le bruit ne permet pas d'entendre. Épuisé, il se retire.

Prenant la place qu'il vient de quitter, je proclame la déchéance de la Défense et je propose la nomination d'une commission chargée seulement de faire procéder dès le lendemain à l'élection d'une «*Commune*» qui désormais dirigera les affaires sous le contrôle incessant des citoyens demeurant seuls maîtres des destinées de Paris.

D'unanimes applaudissements accueillent cette motion.

Les noms de Dorian, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Blanqui, Félix Pyat, Gambon, Delescluze et Millière sont successivement acceptés. Comme liste de gouvernement, cette liste était absurde, tant les personnalités qui la composent sont hétéroclites. Mais c'est précisément pour cela qu'elle est acceptable, comme commission chargée de présider simplement aux élections qui doivent suivre immédiatement: elle donne ainsi une sorte de garantie à la loyauté du scrutin.

Chacun semble le comprendre de cette façon au dehors où la liste, dès qu'elle est connue, est acclamée.

Mais encore fallait-il que les citoyens désignés fussent présents pour prendre possession et accepter leur mandat.

On les cherche vainement. Seul Pyat est reconnu et acclamé par la foule; mais il s'empresse de déclarer qu'il est venu seulement pour contraindre la Défense à le réhabiliter devant tous. On ne comprend plus.

On annonce que Dorian se trouve dans une petite salle à côté où sont aussi Jules Favre, Jules Simon, Jules Trochu, Jules Ferry, - que de Jules! - Emmanuel Arago, Garnier-Pagès et Pelletan.

La salle est aussitôt envahie; toute la Défense, à l'exception de Picard, qui s'est sauvé, est ainsi faite prisonnière.

On leur annonce leur déchéance et l'on invite Dorian à prendre immédiatement possession de son poste, en attendant l'arrivée de ses nouveaux collègues.

Dorian feint de se méprendre sur la situation. Il affirme ne pouvoir assumer sur lui une si lourde responsabilité. Rien ne lui garantit, dit-il, qu'avant peu on ne l'accusera pas, lui aussi, de trahison.

- *Vous vous trompez*, lui réplique-t-on. Il ne s'agit que de procéder à l'élection d'un Conseil communal, désormais seul responsable. Vous serez élu ou vous ne le serez pas - nous n'en savons rien. — Si vous l'êtes, ce qui est probable, vous ne serez qu'un pouvoir exécutif chargé de veiller à l'exécution des mesures prises par le Conseil et sous le contrôle incessant de tous.

Il feint toujours de croire qu'il sera gouvernant. Impossible de le sortir de là - «*il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre*» dit le proverbe. Je suis promptement fixé à cet égard. C'est précisément parce qu'on ne lui garantit pas la présidence d'un nouveau gouvernement que Dorian ne comprend rien.

Trochu consent, lui, à résigner sa présidence et son titre de gouverneur de Paris, qu'il a eu l'impudence de conserver après le 4 septembre, et demande qu'on lui conserve du moins un commandement dans l'armée.

On lui répond que rien ne justifie cette prétention.

Mais le temps passe. Des colloques s'engagent entre les envahisseurs et les gens de la Défense.

Vermorel et moi, toujours monté sur la table, nous essayons en vain d'obtenir de Dorian un acquiescement qui dénouerait tout.

Il y aurait bien un moyen; ce serait de casser la tête aux gueux qui ont amené cette journée. Mais encore faudrait-il que l'entourage fût au diapason voulu pour tenter le coup. Sans cela ce sera quelques coquins de moins seulement, et il y en a tant! Si leur mort ne doit avoir aucun résultat sérieux, à quoi bon! C'est là qu'est la question. Eh bien, l'esprit n'y est réellement pas. Il y a une détente évidente, résultat fatal du prolongement sans fin des colloques.

«*Laissez-moi donc voir*», me dit un citoyen en me tirant la jambe. - «*Le nom de l'orateur?*» demande un autre, qui ne connaît pas Vermorel.

Le dénouement auquel peut-être «*on*» a songé ne serait pas compris. Il faut y renoncer.

Un incident comique montre d'ailleurs, que les esprits ne sont pas préparés à une tragédie.

Accablé de chaleur, Garnier-Pagès se trouve mal. «*De l'air! de l'air!*» s'écrie son voisin, Emmanuel Arago, et cent bras se précipitent pour ouvrir les fenêtres. Durant ce temps, un gavroche s'écrie: «*Asseyez-le sur son faux-col*», et chacun de rire. L'homme «*aux quarante-cinq centimes*» est en effet connu par l'immense faux-col à pointes, d'où émerge sa tête.

Tout à coup une poussée se produit. Il est six heures et demie environ. C'est Flourens qui arrive, porté en triomphe par ses tirailleurs.

Depuis le 4 septembre, il s'intitule «*major des remparts*». Il paraît que ça lui fait plaisir - et ça ne fait de mal à personne.

A son tour, il monte sur la table et proclame la formation d'un *Comité de Salut public* dont il lit la composition. En tête figure son nom. Puis viennent les noms de Dorian, Félix Pyat, Blanqui, Delescluze, Victor Hugo, Ranvier, Mottu, Avrial et Millière.

Sans doute ces citoyens valent tout autant que ceux de la liste précédente - d'aucuns s'y trouvent déjà - le nom seul de Victor Hugo détonne, l'homme n'ayant jamais été un caractère sur lequel la révolution pût compter.

Mais c'est une simple substitution de noms; l'idée reste la même que celle qui a donné le pouvoir aux gens dont on vient de proclamer la déchéance.

C'est un pouvoir succédant à un autre pouvoir. Où est donc le peuple dans cette affaire?

Nous voilà dans une nouvelle impasse. L'un des plus coquins de la bande de septembre, Jules Simon, le comprend bien, et un sourire railleur se dessine sur ses lèvres. Dans ces termes, on peut, il lui semble sans doute, gagner encore la partie.

Flourens, après cette proclamation, annonce que désormais les gens de la Défense sont ses prisonniers et qu'il «*en répond sur sa tête*». Les assistants applaudissent. Nous sommes en plein mélo du cirque.

Je songe que je n'ai plus rien à faire, dès lors que, moi aussi, j'ai laissé s'écouler le temps d'agir utilement et je descends de la table sur laquelle prend place un individu qui ne m'inspire nulle confiance: Maurice Joly. Cet avocat a été tour à tour bonapartiste, orléaniste, républicain et même socialiste dans les réunions publiques. C'est un écrivain de talent, à en juger par son ouvrage, déjà tombé dans l'oubli il est vrai - «*Machiavel aux enfers*» - critique fort intelligente du gouvernement impérial.

En me retirant, je me trouve nez à nez avec Gambon et André Murat qui sont à côté l'un de l'autre. - *Où vas-tu donc?* me demande Gambon. «*Je me retire, tu le vois, Flourens a une force à son service. Peut-être pourra-t-il réussir dans son entreprise*». Je n'ai plus rien à faire maintenant.

Ah! pourquoi ne s'est-il trouvé aucun de ceux qui devaient être à l'Hôtel-de-ville il y a quelques heures!

J'ai quelque peine à sortir de l'Hôtel-de-ville, bondé de gardes nationaux.

De multiples mots d'ordres s'y entrecroisent.

Au moment où l'on m'ouvre une grille sur la place, je rencontre Delescluze, accompagné de Quentin. Ils viennent seulement d'apprendre ce qu'a fait Flourens. Delescluze me semble peu soucieux de faire partie du nouveau gouvernement.

La place est couverte de curieux, parmi lesquels beaucoup moins de gens armés que je ne le supposai. On pourrait, il me semble, facilement l'enlever.

Paris semble généralement croire que tout est terminé et paraît accepter aussi la formation du nouveau gouvernement. Il n'est ni anxieux ni hostile. Cette indifférence est de mauvais augure.

Je vais à la Corderie. J'y rencontre le citoyen Aristide Rey - un expectant qui n'aime pas à se compromettre.

J'apprends de la permanence qu'il y a réunion plénière des vingt comités d'arrondissement à l'amphithéâtre de l'École de Médecine. Nous nous y rendons, le citoyen Rey et moi.

On y discute les listes à propos de l'élection d'une Commune, dans la persuasion qu'elle aura lieu le lendemain. Là aussi on semble ignorer l'intervention de Flourens et la nomination d'un *Comité de Saint Public*.

Dupas, dans la prévision des élections communales, voudrait qu'elles se fissent à registre ouvert, chaque électeur inscrivant les noms qu'il préfère. Ce qui est absolument conforme à la responsabilité réciproque qui doit unir le mandataire au mandant.

Mais après une discussion assez animée à ce propos, on écarte cette proposition, non en principe, mais parce qu'il s'agit d'un projet qui doit aboutir le lendemain même, ce qui ne laisse point le temps de faire comprendre suffisamment aux intéressés le nouveau mode de votation.

Vers quatre heures du matin nous nous séparons après avoir arrêté les listes de candidats à présenter. Je remonte avec Leverdays jusqu'à son domicile, rue d'Enfer, et nous devisons jusqu'au jour des

événements qui viennent de s'accomplir. Comme nous avons rencontré sur le boulevard Saint-Michel de nombreuses patrouilles et même un bivouac à l'angle de la rue Soufflot, nous avons peine à croire que tout soit fini.

Au petit jour, je regagne la rue des Lions-Saint-Paul, où je demeure. On colle des affiches. Je m'approche pour les lire: rien n'est changé. La Défense a été réinstallée par les bataillons réactionnaires. Celui du farouche Langlois, le 116ème, a pris part, chef entête, à cette instauration.

Beslay avait bien raison de me prédire qu'il nous «*ch...rait du poivre*». C'est fait.

Les Parisiens sont appelés à voter plébiscitairement par oui ou par non sur le maintien au pouvoir des gens du 4 septembre - toujours comme sous l'empire... parbleu!

Ah! ça, pourquoi l'homme de Sedan a-t-il été chassé?

D'après le récit que font les journaux, l'Hôtel-de-Ville été repris vers trois heures du matin par les bataillons ralliés par Ferry, que Flourens a laissé s'échapper. Puis, pour éviter une collision inévitable, un accord est intervenu et il a été convenu que les membres du comité de Salut Public présents se retireraient librement et qu'aucune poursuite ne serait exercée contre qui que ce soit à propos de la journée d'hier.

Mais la proclamation qui annonce le plébiscite et les élections municipales qui doivent suivre parle de poursuites contre les auteurs présumés de vols commis l'Hôtel-de-ville. Une partie de l'argenterie aurait disparu, ainsi que les sceaux du gouvernement.

Qu'est ce que cela signifie?

4 novembre 1870.

Sept heures du matin. Il fait à peine jour.

Je dors à poings fermés, car je ne suis rentré que vers quatre heures, revenant de la Corderie, où l'on a parlé des futures élections municipales qui, d'ailleurs, n'auront nullement le caractère de celles que le 31 octobre avait en vue.

On sonne. Ma belle mère va ouvrir. Plusieurs hommes se précipitent dans ma chambre.

A demi-éveillé, je veux prendre mon revolver. Il est déjà aux mains du sieur Tenaille, commissaire de police du quartier de la Banque et des Halles, chargé de mon arrestation.

On procède à la perquisition d'usage. On fait un paquet des armes trouvées chez moi, et qui m'ont été délivrées lors de mon incorporation dans la garde nationale le 2 septembre.

Durant ce temps, le sieur Tenaille se croit obligé à de plates condoléances que ma femme relève vertement.

- Faites votre métier sans phrases, lui dis-je à mon tour. Je sais depuis longtemps ce que peut valoir l'homme qui, pour toucher une prime de la Banque de France, a livré son ami le plus intime.

Cette allusion à l'abominable rôle qu'il joua autrefois dans l'affaire Giraud-Garousse, fait passer l'argousin du livide au vert (1).

(1) Giraud-Garousse, ex-graveur attaché à la Banque, avait, avec une grande habileté, contrefait des billets pour plusieurs centaines de mille francs. Afin de gagner la prime offerte au dénonciateur, le commissaire Tenaille, ami intime du faussaire, l'épia durant plusieurs années et finit par mettre la main sur l'outillage dont se servait son ami qu'il livra à la justice. Celui-ci, condamné aux travaux forcés à perpétuité, avait juré à Tenaille qu'il le tuerait. Mais il mourut depuis en cherchant à s'évader de Cayenne. (Note de l'auteur).

Descendant l'escalier, nous passons devant un petit cabinet qui nous sert de débarras.

- *Qu'est-ce que ce cabinet?* me dit le Tenaille.

- *Faites-le ouvrir si vous le voulez. Peut-être y trouverez-vous les sceaux de vos nouveaux maîtres et l'argenterie volée, assurent-ils, dans la nuit du 31 octobre.*

Il n'ose insister davantage et nous partons pour son bureau, où je reste plus d'une heure avant qu'on me conduise au Dépôt.

Après la formalité de l'écrou, on me pousse dans une cellule d'allée, dont les murs suintent terriblement. Il y fait un froid glacial. Heureusement, pendant le temps passé au bureau de Tenaille, j'ai fait venir un bol de chocolat d'une crèmerie voisine et je l'ai avalé presque brûlant. Cela m'aidera à combattre l'humidité qui m'enveloppe.

Gustave LEFRANÇAIS.
